



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La sociologie rurale de 1950 à 1990

Henri Mendras

Abstract

No such discipline as rural sociology did exist in France in 1950. Since that time, it progressively emerged, in research institutions, and in the university. Nowadays, many specialists, coming from various horizons, are deserving this appellation. The decrease in agricultural population, and the new importance of environmental problems are going to give it a fresh start.

Résumé

La sociologie rurale n'existait pas en France en 1950. Petit à petit, elle s'est constituée au CNRS et à l'Université, et elle réunit aujourd'hui de nombreux spécialistes de domaines différents. La réduction de la population agricole et la montée des problèmes d'environnement lui fixent des tâches nouvelles.

Citer ce document / Cite this document :

Mendras Henri. La sociologie rurale de 1950 à 1990. In: Économie rurale. N°200, 1990. pp. 30-31;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1990.4139>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1990_num_200_1_4139

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA SOCIOLOGIE RURALE DE 1950 A 1990

Henri MENDRAS *

Résumé :

La sociologie rurale n'existait pas en France en 1950. Petit à petit, elle s'est constituée au CNRS et à l'Université, et elle réunit aujourd'hui de nombreux spécialistes de domaines différents. La réduction de la population agricole et la montée des problèmes d'environnement lui fixent des tâches nouvelles.

RURAL SOCIOLOGY IN FRANCE, 1950-1990

Summary :

No such discipline as rural sociology did exist in France in 1950. Since that time, it progressively emerged, in research institutions, and in the university. Nowadays, many specialists, coming from various horizons, are deserving this appellation. The decrease in agricultural population, and the new importance of environmental problems are going to give it a fresh start.

Lorsque Michel Augé-Laribé fondait la SFER en 1948, pour lui économie rurale avait encore le sens traditionnel de « mesnages des champs » : tout ce qui touche aux sociétés agraires. Politique agricole, économie rurale, sociologie rurale étaient une seule et même discipline et toute spécialisation en disciplines distinctes lui eût paru faire violence à l'unité et à la cohérence de la « maison rustique ». Chacun sait que se choisir une épouse courageuse est la décision *économique* la plus importante de toute la vie d'un paysan. Les livres de Roland Maspétiol montraient clairement que l'économie rurale était aussi une sociologie. A une des premières réunions, il accueillit le tout jeune homme que j'étais par un mot de gentillesse acide, bien dans sa manière, sur le thème : « enfin un sociologue qui s'intéresse à la France, jusqu'à présent nous en savions plus sur les Iles Trobriands que sur le Cantal ! ».

A l'époque, la géographie humaine était sans nul doute ce qui était le plus proche de la sociologie. Les ethnologues ne s'intéressaient qu'à l'exotisme lointain et seuls les folkloristes travaillaient sur la France. Marcel Magnet était une exception unique. Plus tard le grand Georges-

Henri Rivière patronna des entreprises de recherche multidisciplinaires en Aubrac et dans le Chatillonnais, mais à l'époque il était absorbé par son Musée des Arts et Traditions Populaires et inventait son style muséographique, qui demeure exemplaire. Quant à Haudricourt, linguiste, technologue, historien et agronome, il était aussi ethnologue et sociologue mais n'aurait pas aimé qu'on le lui dît. A la suite de Marc Bloch, les historiens, surtout les médiévistes, étaient de véritables sociologues du passé et si la sociologie rurale française a une originalité, c'est sans doute par ce qu'elle a appris d'eux, en lisant les monographies régionales et les synthèses magistrales comme l'*Économie rurale* de Duby.

La sociologie rurale qui n'existait pas alors en France, ni guère en Europe sauf en Hollande, avait déjà un bon demi siècle de reconnaissance universitaire aux États-Unis. Les quarante ans qui se sont écoulés depuis ont vu une expansion extraordinairement rapide des sciences sociales du monde rural, leur diversification et leur spécialisation. Dès le début les sociologues hésitèrent entre une sociologie de l'agriculture et une sociologie de la paysannerie. L'exemple américain conduisait à faire des enquê-

* Directeur de recherche CNRS

tes, questionnaire ou magnétophone en main, pour répondre à la demande des pouvoirs publics qui désiraient comprendre les résistances aux changements auxquelles ils se heurtaient. Or, on s'aperçut rapidement qu'il n'y avait guère de résistances, que les agriculteurs se modernisaient à une vitesse incroyable et qu'il s'agissait moins de vaincre leur résistance que de leur épargner de trop graves erreurs d'orientation, ce qui supposait de calmer l'impatience des « vulgarisateurs » (comme on disait à l'époque) en leur expliquant la logique paysanne et surtout les structures de la société villageoise.

Ainsi tout naturellement cette psycho-sociologie de l'agriculture se doubla d'une sociologie de la paysannerie qui prenait le relai des historiens et des géographes et qui se trouvait en porte à faux parce que dans les universités américaines les paysans étaient gibier d'ethnologue et non de sociologue, et que la *Rural sociology* était située dans les Land Grant Colleges et largement ignorée des départements de sociologie des grandes universités. La création de la Société européenne de sociologie rurale souffrit dès le départ de ce quiproquo : dirigée par les Hollandais, elle était « américaine » et avait du mal à faire leur place aux sociologues qui étudiaient la paysannerie en France, dans les pays méditerranéens et plus tard en Europe de l'Est.

La fin des années soixante fut dominée par le débat idéologique entre les sociologues marxistes et les autres et surtout par la redécouverte de l'économie rurale populiste russe, notamment de Tchayanov (grâce à Kerblay et à Thorner) et quelques hétérodoxes comme Kautsky. Soudain des débats vieux d'un demi-siècle sur la meilleure voie de passage de la paysannerie à la société industrielle apparurent d'une actualité brûlante en Occident mais aussi dans l'Europe de l'Est, notamment en Pologne : Tepicht méditait sur le paysan polonais et les erreurs de la politique agraire en Pologne. Et aujourd'hui ces questions sont toujours pertinentes pour les pays en voie de développement et à nouveau en Europe de l'Est et en URSS.

Jusqu'à ce moment il fallait être d'orientation politique et idéologique conservatrice pour s'intéresser aux choses rustiques : la gauche, à quelques exceptions près, ne s'y intéressait pas. Le Tome IV de l'*Histoire de la France rurale* a révélé, à la stupéfaction de beaucoup, notamment parmi les dirigeants agricoles, que le domaine était maintenant dominé par des intellectuels de gauche et par leurs débats internes.

La réflexion sur la politique agraire et le rôle politique des paysans progressait grâce à de fructueuses collaborations entre chercheurs de l'INRA, du CNRS et de Science Po., à propos de la France, mais aussi par des comparaisons internationales. Tout ce foisonnement de recherches

et de débats conduisit en 1974 à la création de l'Association des ruralistes français dont les colloques annuels attirèrent immédiatement sociologues, historiens, géographes et ethnologues. Les économistes y étaient moins assidus puisqu'ils avaient la SFER ; et les deux associations ont organisé plusieurs manifestations communes.

Ce remarquable développement des études rurales a été récemment évalué à la demande du CNRS et le rapport salue ces succès mais s'inquiète de l'avenir pour deux raisons. D'abord parce que l'ensemble de ces recherches a été le produit du CNRS et de l'Université et par comparaison avec l'économie rurale, ni l'INRA ni l'Enseignement Agricole Supérieur n'ont favorisé la sociologie et les disciplines voisines. Quelques chercheurs de l'INRA et quelques enseignants dans les Écoles d'agronomie sont isolés et il n'existe ni véritables équipes ni véritables chaires, alors que le ministère de l'Agriculture et les organismes agricoles devraient être les principaux demandeurs de sociologues et de recherche. Les agronomes français ont fait preuve depuis quarante ans d'une remarquable allergie collective aux sciences sociales : la France est le seul pays au monde où la sociologie rurale n'a pas pénétré le monde agricole ; ce qui explique peut-être qu'après les premiers succès de la vulgarisation agricole, le développement agricole ait été moins efficace. La seconde inquiétude vient de la diminution des enseignements traitant de la paysannerie, du monde rural et de l'agriculture. Historiens et géographes sont moins intéressés par ce domaine, et les enseignements de sociologie rurale sont très peu nombreux dans l'Université : le seul programme doctoral spécialisé se trouve à l'Université de Nanterre. La diminution du poids des agriculteurs dans la nation explique en partie cette désaffection, mais la majeure partie de l'humanité demeure paysanne et doit intéresser d'autres chercheurs que les ethnologues, toujours actifs dans le domaine, en Europe et Outre-Mer.

Curieusement, nous rejoignons *mutatis mutandis* la situation des universités américaines d'il y a vingt ans. En Occident la « renaissance rurale » que vient de saluer Bernard Kayser devrait susciter un regain d'intérêt des sociologues : une théorie de la ruralité dans la société industrielle et urbanisée est encore à faire. Enfin dans deux domaines, une demande sociale forte s'est exprimée. Les menaces que nos technologies et notre mode de vie font peser sur l'environnement, et l'élaboration de politiques sur les ressources naturelles réclament des recherches nombreuses et comparatives. D'un autre côté, au moment où les derniers témoins vivants et matériels des civilisations paysannes sont en train de disparaître, il est vital pour notre mémoire collective de sauver cet héritage de mille ans de paysannerie et de le transmettre aux générations futures.